

Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 7 juillet 2008

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Permis de bâtir, mai 2008

2

La valeur totale des permis de bâtir a crû pour un deuxième mois consécutif en mai, en dépit d'un net recul observé dans le secteur résidentiel.

Finances publiques consolidées : actif et passif, exercice financier se terminant le 31 mars 2006

6

Transporteurs routiers de marchandises pour compte d'autrui : tous les transporteurs, quatrième trimestre de 2007

8

Enquête sur la protection des cultures, 2005

8

Nouveaux produits

9



Communiqués

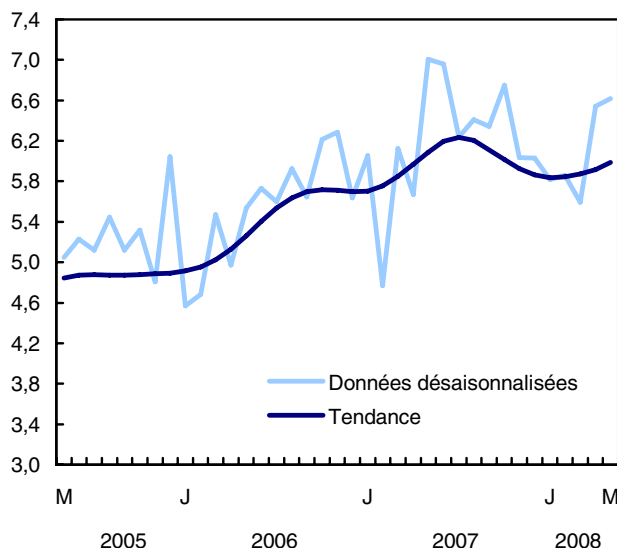
Permis de bâtir

Mai 2008

La valeur totale des permis de bâtir a crû pour un deuxième mois consécutif en mai, en dépit d'un net recul observé dans le secteur résidentiel.

La valeur totale des permis augmente

milliards de dollars



Les entrepreneurs ont pris pour 6,6 milliards de dollars de permis en mai, en hausse de 1,1 % par rapport à avril, soit la valeur la plus importante depuis octobre 2007. Ce total est supérieur de 6,7 % à la moyenne mensuelle maintenue en 2007.

Il s'agit de la première fois qu'on observe deux hausses consécutives des intentions de construction depuis novembre 2006, et on pourrait s'attendre à ce que les chantiers de construction soient occupés au cours des mois à venir. La valeur des permis de bâtir suit une tendance à la hausse depuis le début de l'année.

Dans le secteur non résidentiel, les municipalités ont délivré pour 2,9 milliards de dollars de permis, en hausse de 12,8 %, soit un deuxième accroissement consécutif. Cette hausse s'explique principalement par les fortes augmentations des intentions de construction industrielle et institutionnelle.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 400 municipalités représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant les 5 % restants de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa-Gatineau est divisée en deux régions, soit Ottawa-Gatineau (partie Québec) et Ottawa-Gatineau (partie Ontario).

La valeur des permis dans le secteur résidentiel est en baisse depuis septembre 2007. En mai, les intentions de construction résidentielle ont diminué de 6,6 % et se sont fixées à 3,7 milliards de dollars, en raison d'une baisse considérable de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux.

Secteur non résidentiel : hausses importantes dans les secteurs industriel et institutionnel

La valeur des permis de bâtir a augmenté de 12,8 % dans le secteur non résidentiel en mai, des hausses ayant été inscrites dans chacune des trois composantes, à la suite d'une croissance de 27,8 % observée en avril. Les intentions de construction non résidentielle ont repris de la vigueur au cours des six mois précédents en raison de la croissance enregistrée dans la composante commerciale.

Dans la composante industrielle, la valeur des permis délivrés en mai a crû de 62,1 % pour s'établir à 536 millions de dollars, soit le niveau le plus élevé atteint depuis juin 2006. Les progressions provenaient en grande partie des bâtiments de services publics.

Dans la composante institutionnelle, les intentions ont crû de 16,4 % et ont atteint 646 millions de dollars, en grande partie en raison de la construction de nouveaux hôpitaux et de nouvelles écoles. La valeur affichée en mai a été supérieure de 12,7 % au niveau mensuel moyen maintenu en 2007, ce qui constitue une année exceptionnelle pour la construction institutionnelle.

Dans la composante commerciale, les municipalités ont délivré pour 1,7 milliard de dollars de permis, soit une hausse de 2,1 % qui s'ajoute à celle de 36,4 % inscrite en avril. Il s'agit d'une cinquième hausse mensuelle en six mois, cette dernière ayant permis à la valeur des permis de construction commerciale d'atteindre le niveau le plus élevé de l'année. Cette augmentation s'expliquait par les intentions de construction d'entrepôts.

Secteur résidentiel : le logement multifamilial fait baisser les intentions

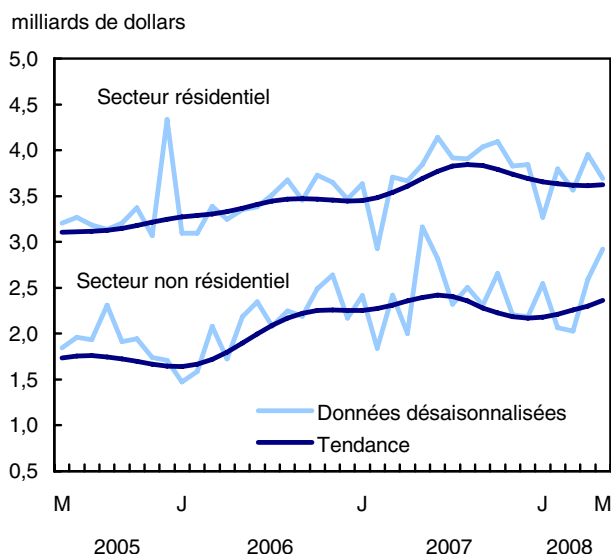
Une forte diminution de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a fait baisser les intentions dans le secteur résidentiel en mai.

La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a diminué de 15,5 % pour s'établir à 1,5 milliard de dollars, après avoir crû de 31,4 % en avril. Le niveau affiché en mai a tout de même été supérieur de 6,2 % au niveau mensuel moyen inscrit en 2007. Les municipalités ont approuvé la construction de 11 040 logements multifamiliaux, en baisse de 7,9 %.

Après avoir affiché deux mois de régression, la valeur des permis de construction de logements unifamiliaux a connu une légère croissance de 0,5 % en mai et a atteint 2,2 milliards de dollars. Le nombre de logements unifamiliaux dont on a autorisé la construction a diminué de 2,3 % pour se fixer à 8 116, soit le niveau le plus faible observé depuis mai 2001.

Le nombre total de logements résidentiels dont on a approuvé la construction est en baisse depuis l'été 2007.

Les logements multiples réduisent les intentions



Hausse de la valeur des permis dans la moitié des provinces

La valeur des permis de bâtir a augmenté dans la moitié des provinces en mai. L'Ontario a inscrit l'augmentation la plus prononcée en dollars, suivi de la Colombie-Britannique et du Nouveau-Brunswick.

La valeur des permis délivrés en Ontario a augmenté de 3,1 % et a atteint 2,5 milliards de dollars, étant donné une forte hausse de 26,4 % de la valeur des intentions de construction de bâtiments non résidentiels. Le secteur non résidentiel a atteint sa quatrième valeur en importance depuis janvier 1989.

Des hausses ont également été enregistrées en Colombie-Britannique (+5,7 %) et au Nouveau-Brunswick (+67,1 %). Au Nouveau-Brunswick, la valeur des permis, qui a atteint 122 millions de dollars, a atteint un sommet inégalé. De fortes intentions dans le secteur non résidentiel ont été observées dans les deux provinces.

En revanche, l'Alberta et la Saskatchewan ont affiché de fortes baisses (en dollars). En Alberta, la valeur des permis a baissé de 3,7 % pour se situer à 1,2 milliard de dollars, surtout en raison d'une diminution de la valeur des projets institutionnels et résidentiels multiples. Après avoir atteint un sommet inégalé en avril, les intentions en Saskatchewan ont diminué de 19,5 % en raison d'une baisse des résultats à la fois dans le secteur résidentiel et dans le secteur non résidentiel.

Hausse de la valeur des permis dans moins de la moitié des régions métropolitaines

Dans l'ensemble, 16 des 34 régions métropolitaines de recensement ont affiché une hausse de la valeur des permis de bâtir en mai.

L'augmentation la plus prononcée (en dollars) a été inscrite à Vancouver, où un sommet mensuel sans précédent atteint dans le secteur non résidentiel a plus qu'effacé une baisse des intentions de construction de bâtiments résidentiels.

Edmonton a également affiché une forte hausse en raison de l'importante croissance enregistrée à la fois dans le secteur résidentiel et dans le secteur non résidentiel.

Par ailleurs, la valeur totale des permis délivrés à Toronto a diminué en mai, en raison des fortes baisses enregistrées dans les immeubles à logements multiples. Cette régression survient dans le sillage du deuxième sommet mensuel jamais enregistré dans les logements multiples.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 026-0001 à 026-0008 et 026-0010.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2802.

Le numéro de mai 2008 de la publication *Permis de bâtir* (64-001-XWF, gratuite) paraîtra bientôt.

Le communiqué sur les permis de bâtir de juin sera diffusé le 7 août.

Pour commander des données, communiquez avec Jasmine Gaudreault au 613-951-6321 ou composez sans frais le 1-800-579-8533 (bdp_information@statcan.ca). Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Nicole Charron au 613-951-0087, Division de l'investissement et du stock de capital.

Valeur des permis de bâtir, selon la région métropolitaine de recensement¹

	Janvier 2008	Février 2008	Mars 2008	Avril 2008 ^r	Mai 2008 ^p	Avril à mai 2008
Données désaisonnalisées						
	millions de dollars					variation en %
St. John's	25,2	48,6	32,3	45,9	37,4	-18,5
Halifax	37,8	45,1	54,3	80,1	85,5	6,7
Moncton	22,3	8,1	16,3	22,8	21,3	-6,2
Saint John	12,4	15,4	15,8	16,6	55,3	232,4
Saguenay	4,8	8,4	22,5	20,6	28,3	37,2
Québec	79,1	140,2	159,3	151,2	115,6	-23,5
Sherbrooke	23,7	27,6	51,3	33,6	36,2	7,6
Trois-Rivières	23,8	15,3	15,4	31,4	16,6	-47,1
Montréal	516,3	483,3	423,0	539,3	562,1	4,2
Ottawa-Gatineau, (partie Québec)	31,5	25,9	48,7	42,2	38,6	-8,7
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	236,7	142,8	199,0	199,3	188,5	-5,4
Ottawa-Gatineau, (partie Ontario)	205,2	116,9	150,3	157,1	150,0	-4,5
Kingston	6,0	8,1	18,6	32,4	123,8	282,4
Peterborough	3,0	2,0	13,4	17,7	15,6	-12,1
Oshawa	58,1	38,2	69,4	84,0	56,4	-32,8
Toronto	1 277,7	875,6	1 014,8	1 227,7	1 078,1	-12,2
Hamilton	96,2	242,9	205,6	120,1	91,6	-23,7
St. Catharines-Niagara	42,9	22,9	33,5	31,6	33,3	5,3
Kitchener	60,6	42,6	143,9	105,5	65,0	-38,4
Brantford	12,9	7,5	14,4	7,2	11,5	58,9
Guelph	25,2	32,9	12,7	18,3	25,0	36,5
London	151,1	100,4	40,4	68,8	183,7	167,1
Windsor	14,7	9,6	12,1	29,3	16,9	-42,3
Barrie	21,9	63,2	21,6	53,9	184,0	241,5
Grand Sudbury	26,4	11,8	12,9	30,0	26,1	-13,0
Thunder Bay	5,6	1,8	9,6	25,7	11,7	-54,4
Winnipeg	71,2	71,5	74,0	87,7	77,7	-11,4
Regina	21,2	29,9	51,1	27,4	36,3	32,4
Saskatoon	53,7	39,3	42,0	108,8	69,7	-35,9
Calgary	419,4	608,1	331,6	428,7	498,8	16,4
Edmonton	340,7	312,9	243,9	255,1	355,8	39,5
Kelowna	74,9	83,7	63,4	65,5	62,7	-4,3
Abbotsford	45,1	22,3	43,8	70,0	34,6	-50,6
Vancouver	425,2	443,6	474,1	547,7	697,0	27,3
Victoria	54,1	74,2	72,6	57,2	69,2	20,9

^r révisé

^p provisoire

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaines de recensement.

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Valeur des permis de bâtir, selon la province et le territoire

	Janvier 2008	Février 2008	Mars 2008	Avril 2008 ^r	Mai 2008 ^p	Avril à mai 2008
Données désaisonnalisées						
	millions de dollars					variation en %
Canada	5 815,2	5 860,6	5 591,4	6 542,7	6 615,5	1,1
Résidentiel	3 268,6	3 794,1	3 563,8	3 952,2	3 693,0	-6,6
Non résidentiel	2 546,6	2 066,5	2 027,6	2 590,5	2 922,6	12,8
Terre-Neuve-et-Labrador	44,5	63,9	51,4	67,2	58,7	-12,6
Résidentiel	38,1	58,3	43,1	41,8	41,9	0,3
Non résidentiel	6,4	5,6	8,2	25,4	16,8	-33,8
Île-du-Prince-Édouard	8,5	10,6	15,8	20,9	41,9	100,7
Résidentiel	4,9	7,3	8,6	18,8	6,9	-63,2
Non résidentiel	3,6	3,3	7,2	2,1	35,0	1 586,8
Nouvelle-Écosse	77,1	91,1	98,2	131,6	132,7	0,9
Résidentiel	66,8	78,6	62,2	60,8	95,8	57,6
Non résidentiel	10,3	12,5	35,9	70,8	36,9	-47,9
Nouveau-Brunswick	65,1	58,4	58,3	73,3	122,4	67,1
Résidentiel	38,8	40,4	32,5	54,4	56,5	3,8
Non résidentiel	26,3	18,0	25,8	18,9	65,9	249,0
Québec	981,2	973,0	1 002,5	1 135,7	1 110,8	-2,2
Résidentiel	677,0	707,1	652,0	744,2	710,3	-4,6
Non résidentiel	304,1	266,0	350,5	391,4	400,5	2,3
Ontario	2 422,0	1 998,8	2 135,0	2 384,8	2 458,8	3,1
Résidentiel	1 055,9	1 247,0	1 392,1	1 508,8	1 351,5	-10,4
Non résidentiel	1 366,1	751,8	742,9	875,9	1 107,2	26,4
Manitoba	111,5	123,8	116,9	143,6	136,2	-5,2
Résidentiel	87,6	84,5	93,1	90,5	93,5	3,4
Non résidentiel	23,8	39,3	23,8	53,1	42,6	-19,7
Saskatchewan	115,9	112,3	147,4	228,5	183,9	-19,5
Résidentiel	79,1	84,6	94,3	111,3	106,7	-4,1
Non résidentiel	36,8	27,7	53,1	117,3	77,2	-34,2
Alberta	1 173,3	1 485,3	993,3	1 269,7	1 223,0	-3,7
Résidentiel	566,7	736,1	512,6	615,6	581,6	-5,5
Non résidentiel	606,6	749,2	480,7	654,1	641,4	-1,9
Colombie-Britannique	814,1	939,1	949,6	1 076,5	1 137,4	5,7
Résidentiel	652,1	746,3	669,3	697,9	642,7	-7,9
Non résidentiel	162,0	192,7	280,3	378,6	494,7	30,7
Yukon	1,9	3,5	4,6	5,2	4,0	-21,9
Résidentiel	1,4	3,2	3,7	2,7	2,7	0,4
Non résidentiel	0,5	0,3	0,9	2,5	1,3	-45,9
Territoires du Nord-Ouest	0,2	0,9	18,1	0,6	0,8	28,3
Résidentiel	0,1	0,8	0,1	0,6	0,4	-27,6
Non résidentiel	0,1	0,1	18,0	0,0	0,3	...
Nunavut	0,0	0,0	0,3	5,1	4,9	-5,0
Résidentiel	0,0	0,0	0,0	4,8	2,4	-50,8
Non résidentiel	0,0	0,0	0,3	0,4	2,5	621,1

^r révisé

^p provisoire

... n'ayant pas lieu de figurer

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

■

Finances publiques consolidées : actif et passif

Exercice financier se terminant le 31 mars 2006

Poursuivant la tendance à la baisse amorcée en 1999, la dette financière nette consolidée des administrations publiques générales fédérale, provinciales et territoriales et des administrations locales s'est repliée pour se chiffrer à 776,6 milliards de dollars au 31 mars 2006, en baisse de 14,6 milliards de dollars par rapport au 31 mars 2005. La dette financière nette est définie comme l'excédent du passif sur l'actif financier.

L'actif s'est accru de 17,4 milliards de dollars, alors que le passif a augmenté de 2,8 milliards de dollars. La croissance de l'actif a été principalement attribuable à la progression des titres, tels que les bons du Trésor, les effets à court terme, les obligations et les actions.

Bien que l'augmentation nette du passif ait été relativement faible, la composition de la dette a changé. Au cours de l'exercice financier de 2006, les administrations publiques ont eu davantage recours aux titres d'emprunt à court et à moyen terme que par le passé. Les autres titres, les bons du Trésor, les dépôts et les crédetes sont les éléments de passif ayant affiché les plus fortes hausses. Celles-ci ont été en grande partie compensées par un recul de 29,4 milliards de dollars dans les obligations émises par les administrations publiques.

La dette financière nette de l'administration fédérale a diminué de 1,8 % pour s'établir à 514,1 milliards de dollars au 31 mars 2006, tandis que la dette financière nette consolidée des administrations générales provinciales et territoriales ainsi que des administrations locales a fléchi de près de 2 % pour se fixer à 262,5 milliards de dollars. L'Alberta et la Colombie-Britannique sont les provinces ayant le plus contribué à la réduction de la dette financière nette puisqu'elles ont produit un effet combiné à la baisse de 11,3 milliards de dollars. Cette diminution a été annulée en partie par une hausse combinée de 6,4 milliards de dollars de la dette financière nette du Québec et de l'Ontario.

Pour l'exercice financier de 2006, la dette financière nette consolidée des administrations générales fédérale, provinciales et territoriales et des administrations locales représentait 55,6 % du produit intérieur brut (PIB), contre 60,5 % l'année précédente. La dette financière nette exprimée en pourcentage du PIB a diminué tous les ans après avoir atteint un sommet de 102,6 % en 1996.

La dette financière nette par habitant a baissé de 702 \$ entre l'exercice financier de 2005 et celui

de 2006 pour atteindre 23 864 \$. Au 31 mars 2006, la dette financière nette par habitant a été 16,4 % inférieure au sommet atteint en 1997, lequel se chiffrait à 28 543 \$.

Terre-Neuve-et-Labrador a affiché la dette financière nette par habitant la plus élevée pour l'exercice financier de 2006, suivie du Québec et de la Nouvelle-Écosse. L'Alberta, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon n'ont pour leur part enregistré aucune dette financière nette, leurs actifs financiers ayant excédé leurs passifs.

Nota : Le Système de gestion financière (SGF) permet une présentation normalisée de la comptabilité publique pour les administrations fédérale, provinciales, territoriales et locales au Canada. Les systèmes comptables des diverses administrations publiques ne sont pas directement comparables en raison des différences de politiques et de structure des administrations publiques.

Dans le SGF, les données des comptes publics des administrations publiques et d'autres enregistrements sont ajustées afin de produire des données détaillées permettant d'établir des comparaisons entre les administrations publiques et de produire des agrégats nationaux compatibles qui sont cohérents dans le temps. Par conséquent, les statistiques fondées sur le SGF peuvent ne pas correspondre aux chiffres publiés dans les états financiers des administrations publiques. Un état de rapprochement des Comptes publics et du SGF est offert dans CANSIM.

Le présent communiqué fait partie d'une série de produits de données portant sur les bilans des administrations publiques. Le bilan des administrations publiques générales provinciales et territoriales a été publié en décembre 2007, celui de l'administration fédérale, en janvier 2008, et celui des administrations locales, en avril 2008.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 385-0010, 385-0014, 385-0018, 385-0019, 385-0025, 385-0026 et 385-0029.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1709.

Il est également possible de consulter en ligne des tableaux de données sur les finances du secteur public à partir du module *Comptes économiques nationaux* de notre site Web.

Des données peuvent également être obtenues sous forme de totalisations spéciales faites sur demande. Pour obtenir plus de renseignements sur les produits et les services de la Division des institutions

publiques, communiquez avec les Services à la clientèle
au 613-951-0767 (fe-pid-dipinfo@statcan.ca).

avec Philippe Samborski au 613-951-7101
(philippe.samborski@statcan.ca), Division des
institutions publiques.

Pour en savoir davantage sur les concepts, les
méthodes et la qualité des données, communiquez

Dette financière nette consolidée des administrations publiques fédérale, provinciales et territoriales générales et locales au 31 mars¹

Année	Dette financière nette consolidée millions de dollars	% du PIB ² %	Par habitant ³ dollars
1992	593 797	86,2	21 008
1993	667 196	94,4	23 331
1994	739 122	100,5	25 570
1995	797 582	102,0	27 304
1996	836 993	102,6	28 358
1997	851 118	100,4	28 543
1998	847 318	95,0	28 167
1999	848 660	91,7	27 993
2000	832 687	82,8	27 215
2001	800 373	73,1	25 891
2002	796 743	71,9	25 483
2003	794 509	67,6	25 160
2004	793 314	64,8	24 873
2005	791 161	60,5	24 566
2006	776 603	55,6	23 864

1. Ce tableau présente des données qui se fondent sur le Système de gestion financière. Les données consolidées des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales englobent les données de l'administration publique fédérale pour les exercices financiers se terminant le 31 mars, les données des administrations publiques provinciales et territoriales pour les exercices financiers se terminant le plus près du 31 mars et celles des administrations publiques locales pour les exercices financiers se terminant le plus près du 31 décembre de l'année précédente.
2. Tableau CANSIM 380-0002, Produit intérieur brut (PIB) en fonction des dépenses, données trimestrielles.
3. Tableau CANSIM 051-0005, Estimations de la population, Canada, provinces et territoires, données trimestrielles.

Dette financière nette consolidée des administrations publiques provinciales et territoriales générales et locales au 31 mars 2006¹

Provinces ou territoires	Dette financière nette consolidée millions de dollars	Par habitant ² dollars
Terre-Neuve-et-Labrador	10 266	20 103
Île-du-Prince-Édouard	1 398	10 134
Nouvelle-Écosse	12 105	12 951
Nouveau-Brunswick	6 202	8 270
Québec	118 276	15 493
Ontario	109 851	8 678
Manitoba	12 345	10 494
Saskatchewan	7 690	7 792
Alberta	-29 559	-8 830
Colombie-Britannique	14 151	3 289
Yukon	-357	-11 467
Territoires du Nord-Ouest	-94	-2 222
Nunavut	230	7 603

1. Ce tableau présente des données qui se fondent sur le Système de gestion financière. Les données consolidées des administrations publiques provinciales, territoriales et locales englobent les données des administrations publiques provinciales et territoriales pour l'exercice financier se terminant le plus près du 31 mars 2006 et celles des administrations publiques locales pour l'exercice financier se terminant le plus près du 31 décembre 2005.
2. Tableau CANSIM 051-0005, Estimations de la population, Canada, provinces et territoires, données trimestrielles.

Transporteurs routiers de marchandises pour compte d'autrui : tous les transporteurs

Quatrième trimestre de 2007

Les transporteurs routiers de marchandises pour compte d'autrui domiciliés au Canada dont les recettes annuelles atteignent 1 million de dollars ou plus ont généré des recettes de 7,1 milliards de dollars au quatrième trimestre de 2007, en hausse de moins de 1 % par rapport à l'année précédente. La croissance des revenus provenant du transport domestique (+5 %) a contrebalancé le déclin (-7 %) des revenus issus du transport transfrontalier.

Les dépenses d'exploitation de ces entreprises ont atteint 6,8 milliards de dollars, en hausse de 2 % par rapport à l'année précédente. Cette croissance est supérieure à l'augmentation des revenus d'exploitation. Par conséquent, le ratio d'exploitation (les dépenses d'exploitation divisées par les recettes d'exploitation) s'est détérioré, passant de 0,94 il y a un an, à 0,95.

Données stockées dans CANSIM : tableau 403-0002.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2748.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle en composant sans frais le 1-866-500-8400 (statistiquesdutransport@statcan.ca), Division des transports. Télécopieur : 613-951-0009. ■

Enquête sur la protection des cultures 2005

Il est maintenant possible de consulter les données de l'Enquête pilote sur la protection des cultures de 2005.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5100.

Pour obtenir plus de renseignements, pour commander des données ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle en composant sans frais le 1-800-465-1991 (agriculture@statcan.ca), Division de l'agriculture. Les services personnalisés sont fournis tout en respectant les mesures prises pour assurer la confidentialité et sont offerts selon la formule du recouvrement des coûts. ■

Nouveaux produits

Il n'y a pas de nouveau produit aujourd'hui.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1-800-267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1-613-951-2800**

Pour envoyer votre commande par télécopieur,
composez le : **1-877-287-4369**

Pour un changement d'adresse ou pour connaître
l'état de votre compte, composez le : **1-877-591-6963**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 5 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : `subscribe quotidien prénom et nom`.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2008. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.